

Quels dégâts?

ÉCONOMIE L'impact financier de la pandémie ne fait que commencer et il s'annonce d'ores et déjà durable. Faut-il s'attendre à une véritable vague de faillites? Dans quels délais et dans quels secteurs? Analyse.

PAR MAEVA PLEINES

Trop de pertes et trop d'incertitudes. Ce sont les raisons invoquées pour la fermeture définitive du Limelight, la semaine dernière. Le spa biennois avait ouvert il y a quatre ans. «Chaque année, notre chiffre d'affaires a augmenté mais nous en étions encore à nos débuts», témoigne le directeur Marc Kaufmann. «Même avec le chômage partiel, les coûts étaient trop importants pour rouvrir. Nous avons préféré arrêter les frais plutôt que d'attendre un miracle», soupire-t-il.

Selon Marc Kaufmann, le secteur du bien-être se trouve tout particulièrement touché par la crise sanitaire à cause de la proximité des soins et de leur nature non essentielle. Résultat: dix employés licenciés, dont deux tenteront d'ouvrir un nouveau spa dans la cité seelandaise.

La fermeture du Limelight n'est pas un phénomène isolé: le café de la Suze a récemment mis la clé sous le paillason, à Sonceboz (JdJ du 16 mai). Le petit bistrot avait été créé il y a seulement cinq mois, la patronne avait donc préféré limiter la casse. Face à ces phénomènes, il y a de quoi craindre une vague de faillites dans différents domaines. Selon l'Office des faillites de Bienne, l'augmentation n'est pas encore notable mais une hausse pourrait survenir dans les prochains mois.

TOURISME

Pour Oliver von Allmen, le directeur de Tourisme Bienne Seeland (TBS), les établissements qui ont réussi à survivre jusqu'à présent devraient vraisemblablement subsister. «On remarque que les restaurants commencent déjà à se remplir à nouveau. Quant aux hôtels, les réservations reprennent progressivement, avant tout en campagne. Cela risque de prendre plus de temps dans les villes».

Le directeur de TBS précise ne pas avoir été informé de dépôt de bilan dans la région. Il estime que les établissements les plus récents ou ceux qui étaient déjà en difficultés auparavant sont les plus en danger. «La plupart des acteurs du tourisme sont habitués à faire face à de mauvaises saisons. Les problèmes surviennent lorsqu'il n'y a pas assez de fonds de côté pour traverser la tempête.»

Le mois dernier, le président de Suisse Tourisme prédisait que plus de 20% des 4000 établissements touristiques helvétiques ne ressortiraient pas indemnes de cette crise. Martin Nydegger ajoutait que cela pourrait prendre jusqu'à cinq ans pour retrouver un niveau de réservations semblable à 2019. Selon Oliver von Allmen, ces prévisions semblent plutôt pessimistes: «En effet, l'année prochaine s'annonce compliquée car on ne sait pas comment les touristes internationaux réagiront. Toutefois, j'ai bon espoir pour que la situation se redresse d'ici 2022.»



Le Limelight ferme définitivement: avec la crise, le spa biennois générerait plus de pertes que de recettes. LDD

RESTAURATION

«La période a été éprouvante pour les restaurateurs», soupire le président de Gastrojura bernois, Lac de Bienne. Roland Matti constate une reprise inégale dans la région. «Les établissements qui dépendent du tourisme ont plutôt bien recommencé mais ceux qui comptent davantage de clients travaillant dans l'industrie peinent encore. C'est une des conséquences du chômage partiel et du télétravail.» Ainsi, les consommateurs sont plus nombreux le soir qu'à midi, malgré les prévisions de Gastrojura bernois. «Pour aider les bistrotis, il faudrait que l'industrie reprenne, car tout est interconnecté», relève Roland Matti. Il ne se montre d'ailleurs pas convaincu quant au développement du service à l'emporter. «Cela représente toute une organisation supplémentaire et les professionnels qui restent à la maison ne souhaitent pas forcément de repas élaboré.» Pour l'instant, le président de Gastrojura bernois n'a pas entendu parler de faillites, mais il ne se montre pas optimiste pour autant. «Il est encore trop tôt pour ça. Il faudra voir comment la situation évolue mais j'imagine que 20 à 30% de l'offre régionale pourrait disparaître, qu'il s'agisse d'une décision forcée ou non.» Point positif: les Suisses semblent réceptifs au tourisme domestique. «Les vacances arrivent bientôt et s'il fait beau, cela devrait apporter un gros coup de pouce aux restaurateurs», se réjouit Roland Matti. Il ajoute que l'assouplissement des mesures est aussi bienvenu, «car les tables de moins de quatre personnes ont repoussé certains groupes».

INDUSTRIE

De par sa structure, la région est particulièrement sensible à la conjoncture. Avec environ 50% de professionnels exerçant dans le secteur secondaire dans le Jura bernois et un tiers dans la région biennoise, la santé économique dépend énormément de l'industrie, qui, elle-même, dépend de la demande internationale. Ainsi, le confinement global – ayant engendré une baisse de la demande – secoue la plupart des entreprises de la région. «J'ai déjà entendu plusieurs sous-traitants horlogers m'annoncer une faillite imminente», constate Fabian Engel, président de la section Bienne-Seeland-Jura bernois de l'Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne. Sans surprise, les petites entreprises sont les premières à faire les frais de la pandémie. «Je m'attends à de nombreuses fermetures dans tous les domaines dans les prochains mois», présume Fabian Engel. «En premier lieu, cela devrait concerner les secteurs dépendant de l'export. On le voit déjà pour l'horlogerie ou encore l'automobile. La construction se situe aussi en première ligne, car les clients n'osent plus ou ne peuvent plus investir dans les bâtiments. Je le remarque déjà personnellement dans mon entreprise...» Ce constat confirme les analyses du dernier baromètre industriel du Jura bernois qui indique que, pour la première fois depuis 2012, tous les indicateurs économiques montrent des tendances négatives, voire fortement négatives. Cette évolution entraînera évidemment des conséquences sur l'emploi et sur les investissements. Cette dynamique intervient dans une situation déjà compliquée pour l'industrie depuis avril 2019: les exportations ayant déjà été entravées auparavant par le franc fort et encore plus par la crise touchant la Chine et Hong Kong. «Ce qui est neuf, c'est que l'économie domestique a aussi commencé à peiner: d'abord pour les petits magasins, puis maintenant également pour l'industrie», note Gilbert Hürsch, directeur de la Chambre économique Bienne-Seeland. Et d'enchaîner: «Nous n'avons pas encore toutes les données en main mais, une chose est sûre, sur le long terme, la situation de notre industrie dépendra de l'économie globale.» Gilbert Hürsch souligne que, pour sortir du lot et assurer leur survie, les entreprises vont devoir se montrer créatives: «L'innovation fait partie de l'ADN de notre région. On le voit, par exemple, avec l'invention d'une firme biennoise qui a profité de la pandémie pour créer un système mobile permettant de se laver les mains en économisant 90% d'eau et 60% moins de savon par rapport à un lavabo normal.» Gilbert Hürsch montre ainsi que les crises peuvent également stimuler les innovations. «Même si, actuellement, les entreprises manquent de liquidités pour investir là-dedans... Un schéma compliqué qui montre l'importance de fonds spécifiques pour l'innovation, particulièrement en période de crise.»

PRÊTS

Pour Gilbert Hürsch, la Confédération a réagi efficacement à la crise. «Les mesures ont été rapides et les formulaires simplifiés», explique le directeur de la Chambre économique Bienne-Seeland. Selon lui, les prêts constituent un bon outil d'aide. «Par contre, il y a un risque d'injecter de l'argent qui ne pourra jamais être remboursé.» En effet, en cas de problème structurel, un prêt, même sans intérêt, ne fera que retarder l'échéance. Un avis partagé par le président de la section Bienne-Seeland-Jura bernois de l'Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne. «Il va être très dur pour certaines firmes de rembourser ces dettes dans les délais impartis...» Fabian Engel estime donc que les délais risquent, à terme, d'être prolongés, voire certaines dettes effacées.

Dans les villes, les dettes augmentent à cause du coronavirus

Nette baisse des recettes fiscales à partir de 2021, effondrement du chiffre d'affaires des entreprises communales, baisse des recettes de location: la crise aura de lourdes répercussions sur les finances des villes. C'est ce que révèle une enquête réalisée par l'Union des villes suisses, bien que les conséquences soient encore difficilement quantifiables en ce moment.

A Bienne, on compte pour l'instant 10 millions de pertes, selon la directrice des Finances. Silvia Steidle précise que cette estimation est régulièrement réévaluée. Le déficit est notamment lié à une augmentation de 50% des demandes à l'aide sociale ou encore des pertes au niveau des taxes: les parkings

n'ont par exemple été utilisés qu'à 40% durant les derniers mois.

En plus de la récession économique, un facteur d'incertitude vient s'ajouter la mise en œuvre concomitante de la réforme fiscale et du financement de l'AVS (RFFA) dans les cantons.

En même temps, l'enquête montre que les villes s'abstiendront en grande majorité d'augmenter les impôts et qu'elles souhaitent plutôt compenser les pertes financières escomptées par une augmentation de l'endettement. Cette option est mentionnée par une bonne moitié des 70 villes interrogées. La réduction des dépenses, une utilisation de la fortune ou la liquidation des réserves sont envisagées par environ un

tiers des villes.

Suite au confinement de nombreuses villes, a mis en place des mesures en faveur des locataires commerciaux. Plus de 60% des villes interrogées ont décidé d'autres mesures encore en faveur de l'artisanat et des indépendants et ont, par exemple, accordé des crédits de transition et des aides financières, distribué des bons, lancé des marchés de construction et réglé sans délai toutes les factures impayées de créanciers. Dans la culture, les subventions ont été maintenues indépendamment des fermetures et les contributions déjà approuvées ont été versées pour des manifestations annulées. **C-MAP**